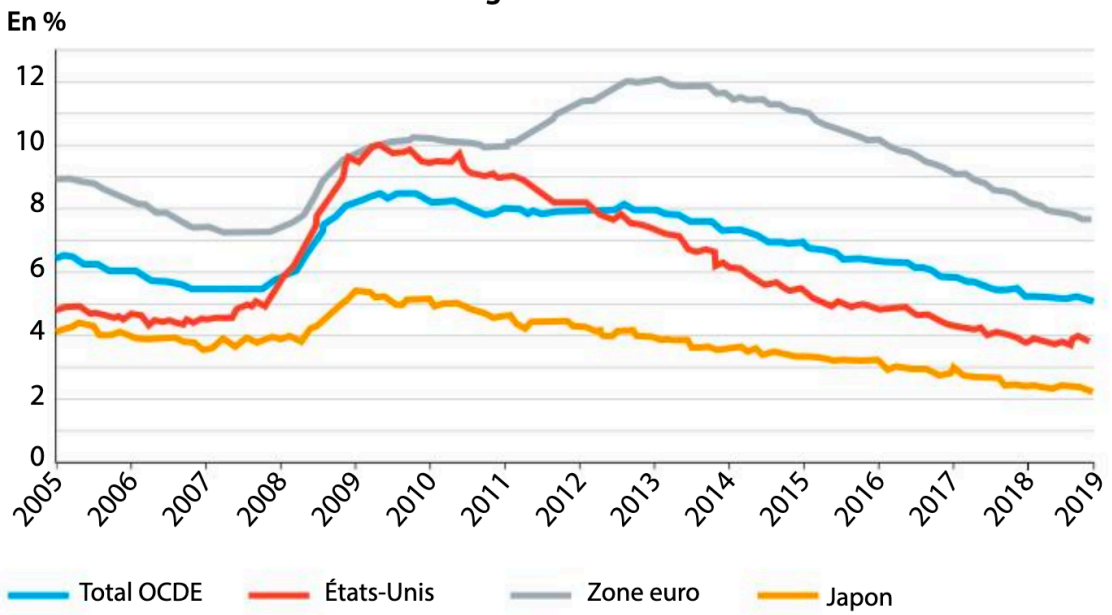
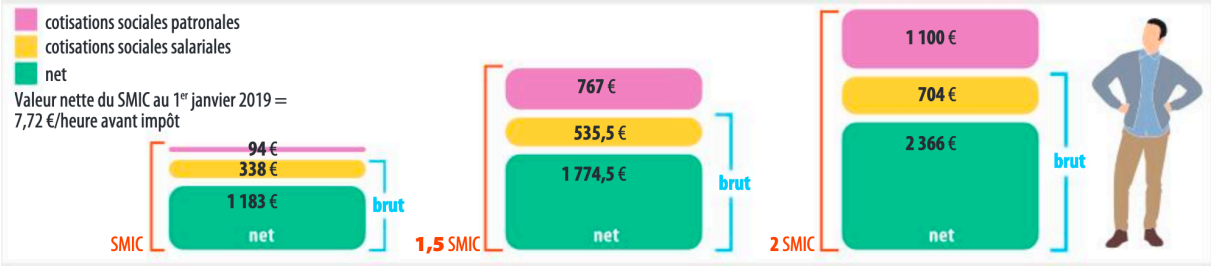
Évolution du taux de chômage au sein de l'OCDE[1] de 2005 à 2019



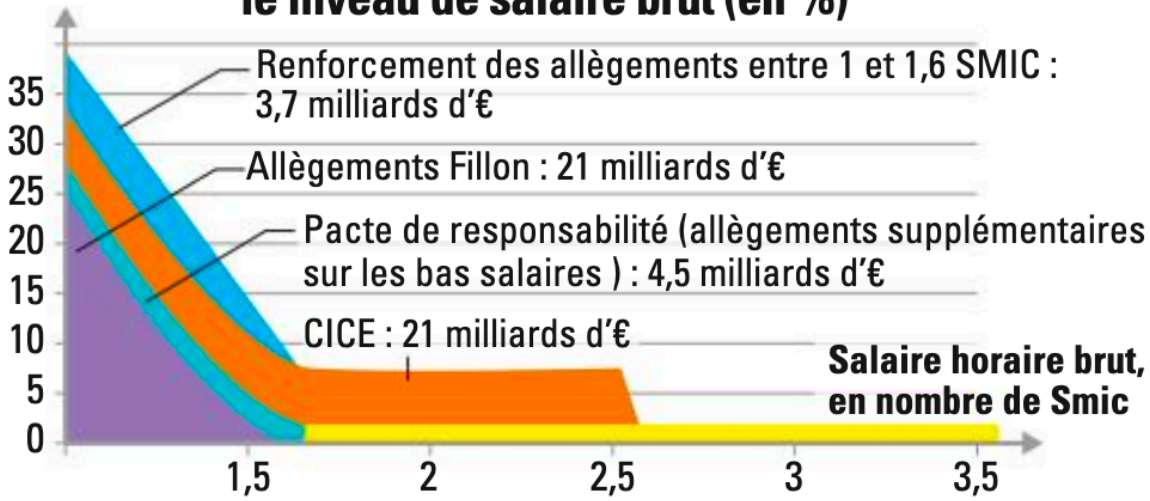
1. Organisation internationale réunissant 37 pays qui fournit des données harmonisées et des analyses économiques à l'échelle nationale ou mondiale. Elle promeut la libéralisation économique.

Source : données OCDE, au 1er août de chaque année.



Source : Données Pôle emploi, octobre 2019.

Taux d'exonération de cotisations sociales selon le niveau de salaire brut (en %)

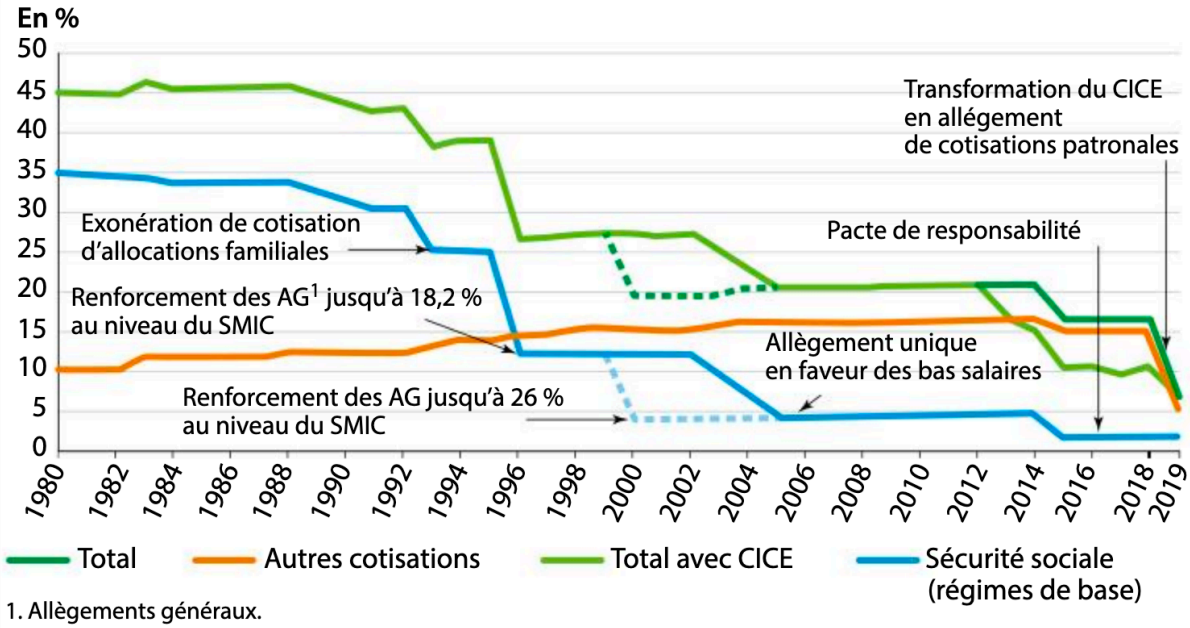


Coût annuel de ces dispositifs d'allègements fin 2019 : 54,7 milliards d'€

Allègements « Fillon » (1995) : réduction de cotisations sociales dégressive entre 1 et 1,7 SMIC.
Le CICE (2013) a pris la forme d'un crédit d'impôt sur les sociétés plutôt que d'une exonération de cotisations sociales. Il a été remplacé au 1er octobre (2019) par une baisse des cotisations sociales jusqu'à 2,5 Smic.
Le Pacte de Responsabilité (2014), a généralisé les allégements jusqu'à 3,5 Smic.
Exonérations supplémentaires au 1er octobre 2019 (dont zéro cotisation au niveau du Smic).

Données OFCE.

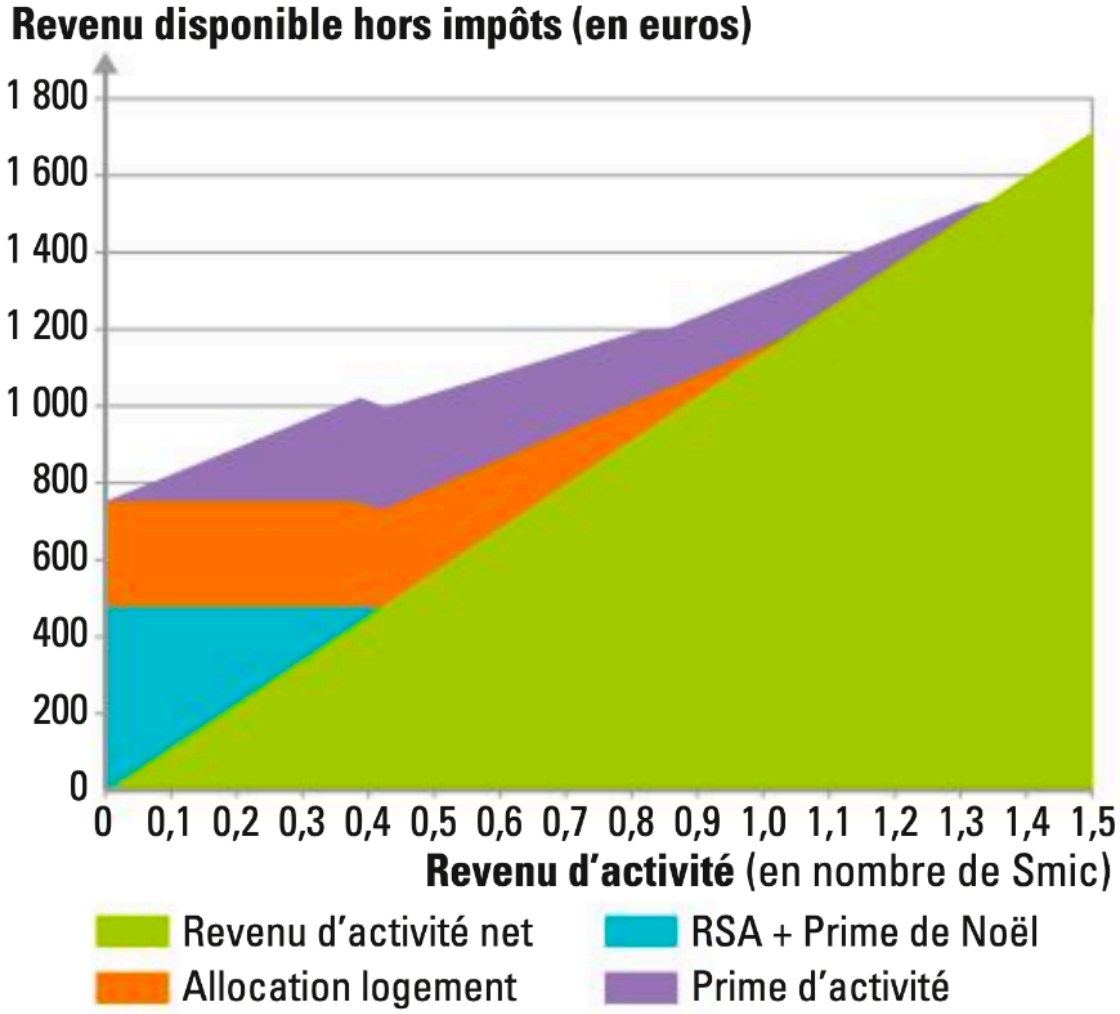
Évolution historique du poids des cotisations sociales au niveau du salaire minimum



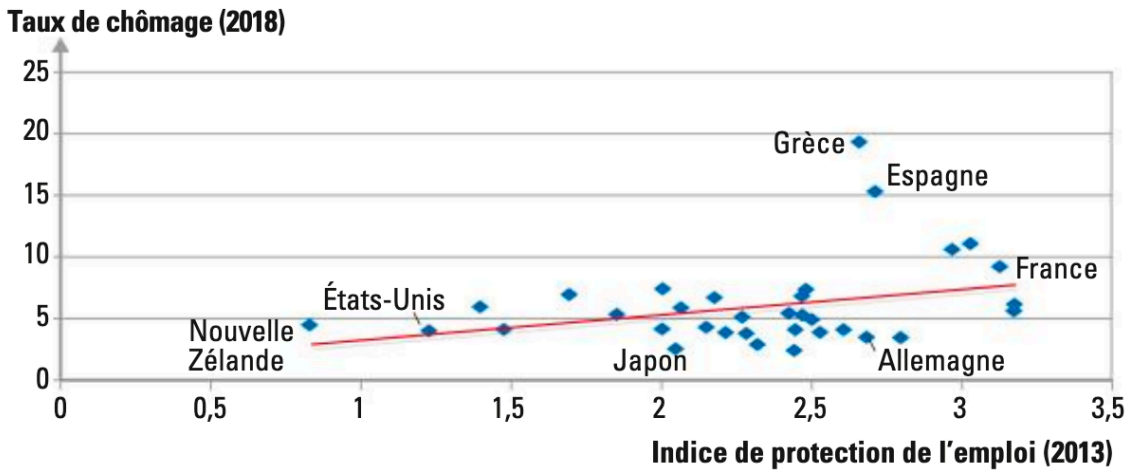
1. Allègements généraux.

Note : les calculs sont e˜ ectués en considérant une entreprise de plus de 20 salariés installée en région parisienne, passée aux 35 heures en janvier 2000 (traits pointillés) ou restée aux 39 heures (traits pleins).

Place de la prime d'activité dans le revenu disponible (en euros par mois) d'un célibataire sans enfant

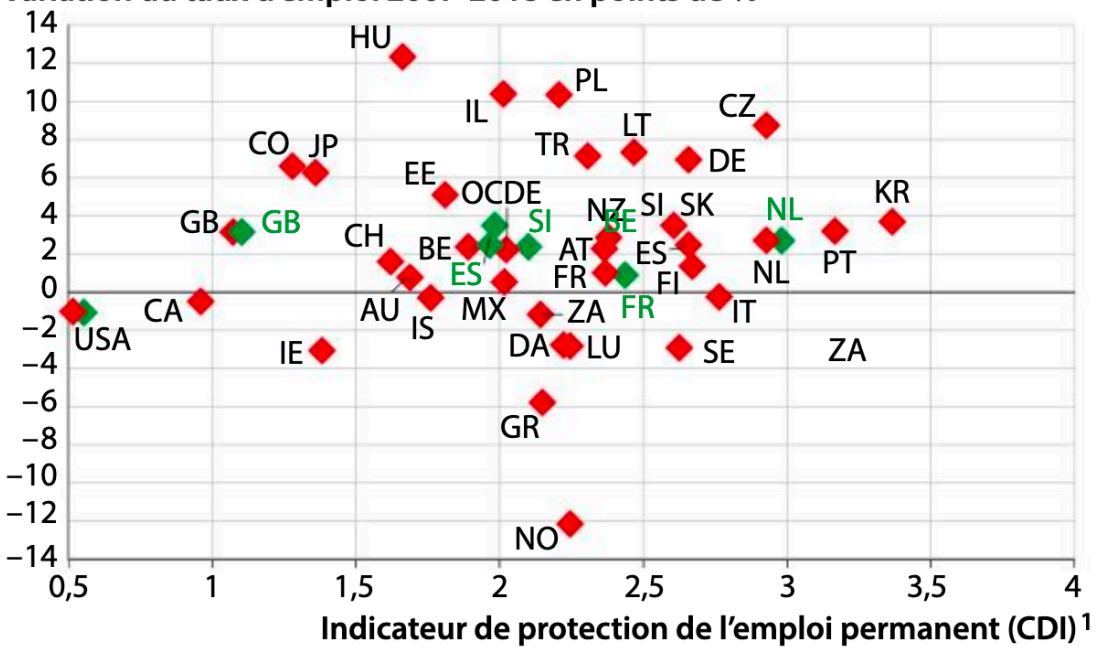


« Rapport d'évaluation de la prime d'activité », Ministère des solidarités et de la santé, 2017.



Note : L'indice de protection de l'emploi va de 0 (aucune protection) à 6 (protection), *Données OCDE.*

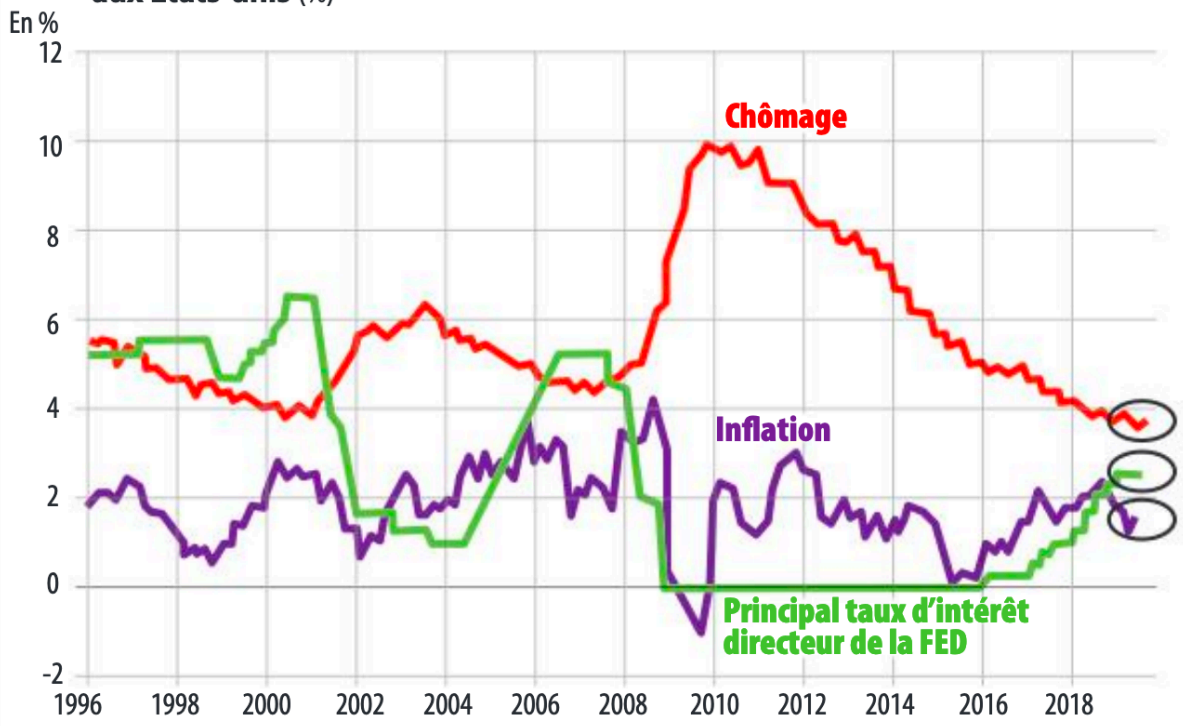
Indicateur de rigidité de l'emploi et variation du taux d'emploi entre 2007 et 2018



1. Données 2013 (en rouge) et 2018 (en vert).

Source : données OCDE, d'après **Enzo** et **Sandrine Foulon**, « La peur de l'embauche est-elle justifiée ? », *Alternatives économiques*, 31 août 2017.

Évolution des taux de chômage, d'inflation et taux d'intérêt directeur aux États-unis (%)



Sources : Réserve fédérale, *US Bureau of Labor Statistics, Economic Analysis and Research.*